

quer outre mesure les négociations en cours. Je me réjouis qu'on ait fait des progrès et que les pourparlers doivent se poursuivre. J'espère qu'ils aboutiront. J'exhorte ce soir le gouvernement à faire tout en son pouvoir pour en arriver à un accord satisfaisant.

A ce sujet, je veux exposer quelques questions qui tiennent à cœur aux gens de Regina et de la région. Je vais en parler de façon un peu décousue, car le gouvernement n'a pas encore répondu à une demande de document que j'ai fait inscrire au *Feuilleton* le 15 décembre. Cet avis de motion demandait copie de toute la correspondance et tout autre document échangés au sujet de la vente projetée des terrains appartenant à la ville de Regina et situés à l'aéroport de Regina, au ministère des Transports.

Certaines des questions dont il s'agit ont été traitées dans un article du *Regina Leader Post* du 11 décembre dernier. Je précise que c'était avant les réunions qui ont eu lieu dernièrement. L'article disait entre autres:

Les pourparlers au sujet de la vente au gouvernement fédéral de terrains à l'aéroport à Regina ont été suspendus, car le gouvernement refuse d'accepter la valeur attribuée au terrain par deux évaluateurs indépendants,...

L'article disait aussi ailleurs:

Il s'agit de 320 acres de terrain d'aéroport dont le gouvernement fédéral a besoin s'il doit prendre à sa charge l'exploitation de l'aéroport comme il l'a annoncé en 1967.

Dans des rapports préparés cet été, les deux évaluateurs, Warren-Hawes Real Estate et Vernon Peterson du ministère provincial de la Voirie, avaient respectivement évalué ce terrain à \$16,285 et \$15,400 l'acre...

Plus loin dans l'article, on fait remarquer que la ville a d'autres réclamations à négocier quant à la valeur calculée pour location de terrains qui lui appartiennent et qui servent aux opérations de l'aéroport de Regina depuis janvier 1968, soit depuis l'expiration du dernier accord entre la ville de Regina et le ministère des Transports. En décembre dernier, le maire de Regina a fait une déclaration où il mentionnait un point à propos duquel j'aimerais entendre les commentaires du secrétaire parlementaire. Voici cette déclaration:

Depuis lors, le ministre des Transports et les hauts fonctionnaires de son ministère ont systématiquement refusé d'accepter les évaluations approuvées et de les présenter au Conseil du Trésor avec une recommandation de paiement comme il avait été convenu avec la ville...

Plus tard, il a été déclaré qu'en mars dernier, le ministre des Transports avait accepté que le prix du terrain soit fixé par deux experts différents. J'espère que le secrétaire parlementaire pourra jeter quelque lumière sur ces questions et que les négociations vont avancer. En attirant l'attention du gouvernement là-dessus ce soir, mon intention est de le pousser à tout faire pour s'assurer qu'on aboutira à une entente satisfaisante.

M. Judd Buchanan (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, vu que le secrétaire parlementaire du ministre des Transports (M. Duquet), est dans l'impossibilité d'être ici ce soir, je suis heureux de répondre briève-

ment à la question soulevée par le député de Regina-Est (M. Burton).

Le sujet n'est pas nouveau, puisque des entretiens préliminaires suivis de négociations entre les représentants municipaux et les dirigeants des Transports se poursuivent depuis nombre d'années. Le député a posé sa première question le 15 janvier et le ministre des Transports (M. Jamieson) a alors informé la Chambre d'un premier entretien avec le nouveau maire de Regina, Son Honneur le maire Walker.

Depuis, le ministre a rencontré le maire Walker à Ottawa le 25 janvier et, d'après lui, leurs entretiens ont été très fructueux. Ensuite, le 29, en réponse à la question du député, le ministre a déclaré qu'il se rendrait à Regina, où il aurait d'autres entretiens avec les édiles municipaux, et il a exprimé l'espoir qu'un contrat serait bientôt signé. Pour plus de précision, je cite les paroles du ministre qui sont consignées au hansard du 29 janvier:

...Si la question n'est pas complètement résolue à ce moment-là, j'espère que nous pourrions signer le contrat et conclure l'affaire cette année.

Pour conclure, le ministre des Transports (M. Jamieson) m'a prié d'informer le député qu'il rencontrera samedi après-midi à Regina un représentant du maire Walker et des membres du conseil municipal de Regina, et qu'il a bon espoir que leur entretien permettra d'accomplir des progrès satisfaisants et de parvenir à une conclusion.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—LE PROJET DE PIPE-LINE PRUDHOE-VALDEZ, ALASKA—LES ENTRETIENS AVEC LES AUTORITÉS AMÉRICAINES

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, je tiens à dire tout de suite combien je me réjouis de voir le ministre ici durant ce débat sur la motion d'ajournement. Je présume qu'il occupe son siège pour répondre à la question qui est soulevée. Trop souvent ceux d'entre nous qui participent à ces débats de façon assez régulière reçoivent une réponse de trois minutes préparée à l'avance et qui n'a rien à voir avec l'instance particulière que nous présentons. Ainsi j'accueille le ministre à la Chambre et j'ai hâte d'entendre sa réponse.

Ces dernières semaines, divers députés ont parlé de la menace que représente pour l'écologie de notre côte ouest le transport du pétrole de la baie Prudhoe, d'abord par pipe-line jusqu'à l'île Valdez, en Alaska, et ensuite par pétrolier jusqu'à Cherry Point, dans le détroit de Puget, à quelques milles à peine de la frontière canadienne. Les députés d'Esquimalt-Saanich, d'Edmonton-Est, de Kootenay-Ouest et moi-même avons tenté, peut-être en vain, d'éperonner le ministère des Affaires extérieures pour qu'il intervienne, mais à ce jour, malgré nos instances, nous n'avons reçu du ministre aucune parole pour nous rassurer.

Il semble que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) s'est montré indûment réticent au sujet de cette question extrêmement grave. Je me rends compte qu'elle est remplie de difficultés pour lui. La société Bethlehem Steel aux États-Unis construit des pétroliers